

ANU MAI KÖLL [*]

L'organisation de la production agricole

Notes sur le débat historique

Le sujet de ce séminaire est, me semble-t-il, non seulement d'un grand intérêt pratique, mais aussi décisif du point de vue de la théorie. Sommes-nous, en fait, face à la conclusion du débat concernant les caractéristiques économiques des activités agricoles, débat en cours depuis que le capitalisme est devenu dominant au milieu du XIXe siècle ?

Des économistes d'obédience marxiste aussi bien que néo-classique ont annoncé que le marché capitaliste allait supprimer la petite production familiale dans l'agriculture. Mais, d'autre part, un courant parmi les analystes a constamment soutenu la supériorité de l'agriculture familiale pour des raisons sentimentales, techniques, économiques et écologiques. Le débat entre ces deux approches dure depuis plus d'un siècle : ses arguments ont été affinés, pendant certaines périodes il a dominé les sciences sociales. Dans les années 1970 et 1980 il a été très vivace parmi les chercheurs s'intéressant à l'évolution de l'agriculture dans le tiers-monde.

La contradiction principale reste toujours la même, mais la discussion a permis un certain consensus, bien que des points de divergence subsistent. Ceux-ci concernent les problèmes éternels de l'action individuelle face à l'action de classe, de l'intéressement économique face à l'égalitarisme, des tendances de développement des forces productives, et, dans le tiers-monde, le problème de la marginalisation.

Ma tâche ici est de tracer une partie de ce débat. La réorganisation des économies socialistes en cours est sans précédent et elle est impossible à prévoir d'un point de vue historique. Ma contribution ici sera une analyse du passé^[1]. Deux points spécifiques seront au centre de cette contribution ; en fait les mêmes deux points qui sont objets des changements sous considération dans les pays socialistes. Le premier point concerne les changements de l'organisation de la production agricole dans la longue durée, à partir du milieu du XIXe siècle jusqu'aujourd'hui. Quel était l'impact sur la production agricole familiale de l'intégration à l'économie marchande ? Quel est le résultat réel en termes de procès de concentration ou fragmentation des terres du moment que la terre devient une marchandise ? Le second point concerne les effets du marché sur les produits, ainsi que sur les intrants et le travail, et les effets de la

concurrence et l'intégration de l'agriculture au marché intérieur et mondial.

LES CHANGEMENTS APPORTÉS À L'ORGANISATION AGRICOLE PAR LE MARCHÉ

Le premier point où un accord s'est trouvé dans ce débat concerne les tendances à long terme du développement de l'organisation de l'agriculture dans le contexte du capitalisme. C'est un accord sur la base des données empiriques.

En Europe occidentale, dans la période de 1870 à 1930, les exploitations moyennes et petites se sont étendues aux dépens des grandes exploitations et quelquefois aussi des plus petites. Dans la plupart des pays, c'est particulièrement l'exploitation moyenne familiale qui tend à devenir la base de la structure agraire. Les seules exceptions se trouvent en Angleterre et en Ecosse, où les grandes exploitations dominent encore.

Cette évolution est largement indépendante d'une quelconque intervention radicale de la part de l'Etat. La plupart des pays n'ont pas connu de réforme agraire étendue. Malgré cela les grandes exploitations ont décliné, mais de manière peu spectaculaire.

La diminution de la part des grandes exploitations fut une tendance commune, mais de force inégale. Dans la plupart des pays de l'Europe occidentale - la France, l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, la Suède, la Norvège et l'Angleterre - le poids des très petites exploitations a diminué en même temps. C'était un mouvement vers le centre, un gain d'importance pour les exploitations d'étendue moyenne.

En même temps, cependant, le rôle joué par l'organisation familiale du travail a pris plus d'importance. Les exploitations utilisant régulièrement de la main-d'oeuvre payée occupaient une part décroissante des terres sur le continent européen. Au début du XXe siècle les exploitations gérées par le propriétaire dominaient dans pratiquement tous les pays de l'Europe occidentale. Dans la plupart des pays celles-ci occupaient de 70 à 90 % des terres cultivées. En France, en Italie, en Belgique et aux Pays-Bas le pourcentage variait entre 40 et 60. Et même dans les pays où l'agriculture des métayers dominait, l'étendue des terres cultivées par les propriétaires eux-mêmes tendaient à s'accroître.

Finalement, l'agriculture basée sur le travail salarié semble avoir diminué presque partout. La part des ouvriers agricoles dans la force de travail totale de l'agriculture diminuait continuellement et un nombre croissant de fermes se basait essentiellement sur le travail familial pour leur production[2].

Dans le cadre colonial, l'expérience de l'agriculture du Tiers-monde était plus diverse et relativement défavorable aux exploitations familiales. Dans le contexte d'une étude comparative des économies

exportatrices de riz en Asie du Sud-Est durant la période de 1870-1930, une différence significative a été constatée entre d'une part les colonies de l'Indochine et de Birmanie, et d'autre part la Thaïlande formellement indépendante. De petites unités de production étaient la norme dans les trois pays, mais pendant que les propriétaires en Thaïlande cultivaient aussi leurs terres, la part des terres en métayage était importante en Indochine française et en Birmanie, en particulier à la suite de la crise mondiale de 1930. La politique agraire coloniale a eu comme résultat une concentration significative des terres qui en Indochine était, semble-t-il, l'intention, mais en Birmanie l'effet non cherché du défrichement à grande échelle et de l'usure. Rien de semblable ne s'est passé en Thaïlande, qui pourtant était sujette à la même conjoncture mondiale et entraînée dans le même processus de croissance rapide de la production. La grande crise des années 1930 dévastait les colonies, y introduisant paupérisation et famine. Les paysans Thaï de leur côté ont connu une diminution de leurs revenus bien moins dramatique[3].

Dans ces cas, colonialisme et grande propriété ont coïncidé. Mais les niveaux de productivité étaient aussi bas dans la culture coloniale du riz que dans celle non-coloniale pendant cette période de croissance pourtant rapide de l'exportation de riz. Le colonialisme japonais à Taiwan et en Corée de Sud se distingue de la politique coloniale de la Grande Bretagne et de la France. Le rôle des colonies - suivant les besoins du Japon - était de fournir du riz. Les Japonais ont entrepris d'augmenter la productivité de manière efficace et peu "sentimentale". Leurs moyens étaient sans appel et autoritaire, impliquant une organisation hiérarchique et rigide de toute la population de la colonie. Les Japonais gardaient le contrôle de l'infrastructure et des grands investissements décisifs. L'organisation familiale de l'agriculture des colonies japonaises n'a pas beaucoup changé dans la période 1905-1940. Les fermes familiales dominaient et les métayers avaient une situation relativement sûre. La préoccupation des colonisateurs était la production, non pas la distribution. Seulement après la deuxième guerre mondiale, des réformes agraires radicales, du type "la terre à ceux qui la cultivent", ont été appliquées[4].

Quand les colonies japonaises sont données comme des cas réussis de développement capitaliste, il ne faut pas négliger les racines agraires de leur croissance industrielle, racines qui d'ailleurs sont les mêmes qu'au Japon. Ce sont des cas à part de développement post-colonial, des cas fort spécifiques.

LE DEVELOPPEMENT DES FORCES PRODUCTIVES

L'Asie du Nord-Est constitue un cas parmi ceux qui ont obligé l'économie politique classique et marxiste de réviser leur vieille conviction que le morcellement des terres empêcherait le développement des forces productives de l'agriculture. En analysant plus sérieusement ce procès, il s'avère qu'il y a une série de facteurs divers, dont certains en faveur des grandes surfaces, d'autres en faveur d'unités plus petites, et la somme de ces facteurs peut-être

différente d'un cas à l'autre. Un groupe de ces facteurs est relatif aux innovations techniques, qui sont au centre des théories classiques. D'autres groupes sont constitués par les conditions commerciales et les relations avec l'industrialisation, aussi bien pour la demande de produits alimentaires que pour la production des intrants de l'agriculture.

Quand il s'agit simplement de mécanisation et de substitution de la force de travail, des unités de production plus larges sont favorisées. Ce genre de développement s'accompagnerait d'une certaine concentration des terres et défavoriserait les petites exploitations familiales. Mais ceci était loin d'être la voie dominante dans le développement agricole.

Les innovations biologiques et chimiques, de l'assolement primitif et l'apport d'engrais jusqu'à la révolution verte, sont neutres par rapport à la taille de l'exploitation. Elles ont probablement avancé plus le développement de l'agriculture que la mécanisation et elles peuvent être utilisées de la même manière aussi bien dans les petites que les grandes exploitations. Dans la mesure où ces innovations ont augmenté la productivité de la terre elles ont allégé la contrainte majeure pour les petites exploitations, c'est-à-dire leur surface restreinte.

Par ailleurs, la disponibilité et les prix de ces moyens dépendent du développement industriel. Le développement industriel était de même décisif pour l'efficacité des systèmes de transport et de commercialisation, ainsi que pour l'éducation. Finalement le niveau de développement industriel implique une compétition pour la main d'oeuvre, ce qui gêne beaucoup plus les grandes exploitations que les petites. Le rapport mutuel entre croissance industrielle et agricole est donc décisif.

Avec l'augmentation du niveau de vie, la demande pour les produits animaux et laitiers a tendance à s'accroître. Ce genre de production ne se laisse pas facilement mécaniser et spécialiser. Au contraire, une agriculture mixte à une échelle relativement limitée, à proximité des marchés, avait des avantages. La plupart des exploitations familiales atteignait facilement la taille efficace pour ce genre de culture. L'avantage résidait en même temps dans la qualité du travail et la disponibilité de la force de travail à l'intérieur de la famille.

Les grandes exploitations ayant un accès plus facile au capital pouvaient gagner par la haute qualité des intrants achetés hors de l'agriculture, et par-là quelquefois remplacer les séquences à haute intensité de travail. Ils avaient aussi de meilleurs moyens organisationnels, par exemple pour pouvoir employer beaucoup de travail saisonnier.

Ainsi, l'avantage des tailles plus grandes ou plus petites des exploitations était fonction des tendances des innovations, mécanisation ou améliorations chimiques et biologiques, de la situation sur le marché du travail et des phases du développement

industriel. A priori, le développement des forces productives ne donne pas un avantage à une certaine taille ou à un certain type d'exploitations, la situation concrète exige chaque fois une analyse. Pendant la dernière moitié du XIXe et la première moitié du XXe siècle, les avantages ont, semble-t-il, été, dans le contexte des pays industrialisés, du côté des exploitations familiales.

Même les dernières années, quand les exploitations sont devenues plus grandes à la suite d'un fort mouvement en faveur de la mécanisation, l'organisation familiale de la production a survécu. En Suède par exemple, le groupe d'exploitations ayant plus de 100 hectares de terres cultivées est le seul à avoir connu une croissance les cinq dernières années. En 1988, en moyenne 1,6 personne travaille par ferme ; 79 % de la force de travail faisait partie de la famille des cultivateurs, seulement 21 % de la force de travail agricole était salariée, ce qui équivaut à 0,4 ouvrier par ferme[5].

Ainsi, il y a accord parmi les scientifiques spécialistes de la sociologie et de l'économie rurale, que l'introduction de l'économie de marché, de la compétition et des rapports marchands ont apporté de grands changements en ce qui concerne la production, la productivité, le niveau de vie des agriculteurs et l'industrie d'aval des produits agricoles. Mais l'organisation familiale de l'agriculture a connu beaucoup moins de changements.

EXPLIQUER LE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE

Ce résultat du développement de l'agriculture dans un contexte capitaliste est indiscutable ; cependant les explications diffèrent. Des marxistes orthodoxes conçoivent ce développement comme une "déviation", due à des concessions faites à la paysannerie ou à d'autres irrégularités. Les "néo-populistes" convaincus notent le résultat comme une évidence, due à la supériorité de l'agriculture familiale. Mais même les explications ont aujourd'hui tendance à se rapprocher, une évolution par rapport au début des années 1970.

Il est généralement admis qu'au moins dans une des voies importantes de transition au capitalisme il y a absence de rapports de production capitaliste dans l'agriculture (c'est-à-dire absence de rapport capitaliste agraire/travail salarié). Les divergences ici ont été question de nuances où les marxistes ont souligné la diversité des formes de transition, tandis que les "néo-populistes" se sont basés sur les statistiques et ont affirmé que l'exploitation familiale est en fait la forme agricole typiquement capitaliste, avec quelques exceptions. Les deux tendances ont en même temps reconnu que l'agriculture bâtie sur l'organisation familiale a contribué de manière significative à l'industrialisation capitaliste.

Les orthodoxes soutiennent cependant, que ce modèle de transition n'est aucunement le seul, en particulier dans les sociétés post-coloniales. Au contraire, il y a nombre de cas où les propriétaires terriens gardent leur pouvoir. La paysannerie dans la plupart des pays du Tiers-monde est fortement différenciée, un processus qui

continu[6]. Les représentants de ce point de vue considèrent que dans ces pays les conditions ne sont pas réunies pour un développement réussi d'une agriculture basée sur la famille et pouvant servir de point de départ pour l'industrialisation.

Les néo-populistes répondraient de leur côté qu'il ne semble pas que les conditions soient réunies non plus pour un développement agricole suivant le schéma classique. Les demandes de profit d'une classe de fermiers capitalistes exigent d'une part un marché protégé et d'autre part que les salaires restent bas. Mais ce sont les mêmes conditions qui empêchent le déplacement des classes propriétaires. Comme ces conditions existent souvent dans les pays du Tiers-monde, la grande propriété et les grandes exploitations agricoles survivent. Economiquement, pourtant, elles ne sont pas efficaces et ont besoin d'une protection politique pour ne pas perdre la concurrence avec une paysannerie moyenne[7].

Indépendamment des perspectives de croissance capitaliste dans les pays du Tiers-monde, la grande exploitation semble plutôt un effet de pouvoir politique et de subvention économique que de l'efficacité économique. La même analyse a été faite pour l'agriculture organisée en grandes unités dans les pays socialistes.

Ainsi l'orthodoxie classique en matière de développement agricole dans une économie marchande capitaliste a laissé place à une nouvelle orthodoxie, dans laquelle la ferme familiale dans l'économie marchande est perçue comme la clé pour le développement. Cette orthodoxie est diffusée et imposée par toutes les agences internationales dans tous les coins du monde. Les critiques qui ont toutefois été formulées à l'encontre de cette recette n'ont cependant pas présenté une alternative. Pour le moment, il y a une discussion en cours concernant la différenciation sociale de la paysannerie produite par les changements récents, par exemple par la révolution verte ou les programmes d'ajustement structurel.

LE MARCHÉ ET LE LIBRE-ECHANGE DANS LE DEVELOPPEMENT

Une autre discussion concerne les effets de nivellement/différenciation dus à des différences sur les marchés et dans les régulations institutionnelles. Une question concerne la possibilité de développement économique, dans le contexte d'un marché mondial caractérisé par une inégalité croissante, face à une production plus efficace et productive. Le problème aujourd'hui est constitué par la recherche des moyens et des possibilités de survie dans cette situation de stress. La vieille dichotomie entre d'un côté un développement autarcique et auto-suffisant, et de l'autre un développement orienté vers l'exportation et participant à une division du travail avec des économies plus développées, est en train de disparaître. A sa place, la recherche empirique constate des étapes consécutives de protectionnisme et de libre échange dans toutes les économies de l'Europe occidentale, pour ne pas parler du Japon, de Taïwan et de la Corée du Sud. La conclusion en ce qui concerne le

développement économique à long terme, tirée d'une analyse des bases de croissance plutôt que des périodes de croissance spectaculaire, semble indiquer qu'au moins des périodes de développement autocentré, basé sur le marché intérieur et protégeant les industries et la paysannerie locales, ont été indispensables, même pour des petits pays.

Le fait qu'il existe sur le même marché mondial des agriculteurs ayant des niveaux différents d'efficacité, de productivité et de flexibilité, entraîne non seulement un approfondissement de la division du travail, mais aussi - et plus sérieusement - une accentuation de la polarisation. Les économies qui risquent de se retrouver dans la périphérie sont celles qui sont sous-développées soit à la suite d'un passé colonial, soit à la suite d'une période de grandes propriétés agricoles dans laquelle l'oppression accrue de la paysannerie a coïncidé avec l'intégration dans le marché mondial. Dieter Senghaas souligne l'importance de l'agriculture lorsqu'il s'agit d'éviter la chute dans la périphérie :

"Dans les cas de développement tardif réussi il s'avère que la croissance industrielle était précédée par un processus de redistribution, qu'on nomme généralement dé-féodalisation ou décomposition des rapports de production féodaux. A un degré différent dans chaque cas ce processus a facilité la modernisation agricole. Il y a donc eu distribution avant la croissance, en contradiction absolue avec les recettes fournies par la théorie du développement des derniers trente ans. Comme c'est bien connu le mot d'ordre y a été "croissance d'abord, redistribution après". Ce n'est que récemment que les expériences de développement d'aujourd'hui (par exemple Taiwan) ont amené une prise de conscience de la leçon durable donnée par l'histoire du développement européen. Car toutes les sociétés agraires que ne sont pas passées par un processus de redistribution (réforme agraire) avant le départ de la croissance industrielle, se sont retrouvées à la fin dans la périphérie[8]."

Il est aujourd'hui généralement accepté que les pays du Tiers-monde sont périphériques. Mais il y a lieu de souligner que les pays de l'Europe de l'Est étaient face au même problème au début du XXe siècle. Il y avait un retard de développement par rapport à l'Europe de l'Ouest et la transition au socialisme était vue à l'époque comme un moyen possible pour rattraper ce retard.

Senghaas souligne par ailleurs le rôle distributif de l'agriculture basée sur la famille dans une stratégie pour le développement tardif. L'importance cruciale d'une distribution relativement égale des revenus pour la formation d'un marché intérieur stable pour les biens industriels, n'est pas encore universellement acceptée mais attire de plus en plus l'attention dans les théories du développement, y compris dans les pays capitalistes[9].

Est-ce que l'Etat a eu un rôle à jouer dans le développement de l'agriculture capitaliste ? La réponse est affirmative, même un rôle

croissant. Les exemples d'intervention étatique décisive pour la redistribution des terres couvrent pratiquement tous les cas existants. L'organisation de l'éducation, de la distribution des agences des services agricoles, l'établissement d'une infrastructure, la protection des exploitations familiales "naissantes" comme des industries naissantes - tout ceci a été la tâche de l'Etat. Et plus forte était la tendance vers la périphérie, plus forte devait être l'action de l'Etat[10].

UNE APPROCHE COLLECTIVE AU MARCHÉ

Ce serait quand même une grande simplification de prétendre que l'agriculture familiale s'est laissée aisément combiner avec l'économie de marché. Quand les exploitations familiales débordent le marché local elles ont à faire face à la concurrence des unités commerciales mieux organisées sur le marché mondial. La réaction spontanée des paysans face à ce défi a souvent été de s'unir en coopératives pour répondre au besoin d'organisation et de spécialisation. L'agriculture familiale en Europe a ainsi cherché à s'appropriier à travers les coopératives les plus importants avantages techniques et commerciaux des grandes exploitations. Les grandes exploitations par contre ne disposaient pas des mêmes avantages. Voilà une partie de l'explication de la vitalité et de l'expansion de l'exploitation familiale. Celle-ci profite en même temps des principes individualistes et collectifs d'organisation.

La tendance à s'unir face à l'inconnu a toujours fait partie de l'organisation villageoise. En Europe, les formes anciennes de collectivisme tendaient vers la désintégration au XVIIe et XIXe siècle. La vie et le travail du paysan a connu l'individualisation.

Mais face aux demandes et aux possibilités des marchés nationaux et internationaux, les paysans ont formé des organisations collectives, dépassant le village et ayant une orientation beaucoup plus spécifique. La première branche de la coopération, restée pendant longtemps la plus importante, fut la coopération en matière de crédit. La coopération en matière d'achat, de commercialisation et d'industries d'aval a été créée plus tard et a eu une couverture moins grande. La coopération paysanne représente donc une réponse collective et dans une certaine mesure égalitariste à l'intégration au marché. La création des coopératives peut être saisie en tant que réaction défensive au défi et aux fluctuations du marché. Mais cette réaction a aussi un contenu très offensif. Dans beaucoup de pays les mouvements coopératifs ont dominé le marché national et mené des politiques de concurrence et d'ajustement au marché plus efficaces que celles des organismes étatiques ou des forces commerciales privées.

Dans le domaine des prix et des tarifs de douane les mouvements coopératifs forts sont devenus l'interlocuteur de l'Etat. Les coopératives ont renforcé l'influence politique de la paysannerie, mais les liens forts à l'Etat avaient simultanément un autre aspect. Dans le cas des mouvements coopératifs centralisés l'influence de l'Etat sur

l'agriculture familiale s'est renforcée. La production agricole organisée dans la famille est une forme traditionnellement difficile à contrôler du point de vue de la fiscalité et de la politique économique, et les mouvements coopératifs ont aussi fonctionné comme une force de stabilisation. Cet aspect s'est renforcé au fil du temps, en particulier depuis les années 1930.

Dans le Tiers-monde la fonction de contrôle des mouvements coopératifs tend souvent à dominer. Des coopératives organisées de haut en bas, des branches de l'appareil d'Etat, perdent une bonne partie de leur puissance d'attraction, vis-à-vis des paysans comme de toute initiative locale. Il est évident que des coopératives travaillant pour l'intérêt de l'Etat ne correspondent pas nécessairement aux intérêts de la paysannerie.

Finalement il est pratiquement superflu de souligner que les coopératives sont des organisations horizontales, réunissant des gens du même niveau social. Dans des sociétés organisées verticalement à travers des réseaux de patrons-clients de telles organisations rencontrent bien sûr des difficultés supérieures. En même temps le besoin en est d'autant plus grand. Il me semble trop mécanique d'évoquer uniquement la tradition quand il s'agit des structures de l'organisation sociale, en soutenant par exemple qu'il y a dans l'Europe du Nord-Ouest une tradition égalitaire qui tout simplement n'existerait pas dans le Tiers-monde. En Scandinavie par exemple, la coopération n'a pas été inventée par les paysanneries suédoises et norvégiennes traditionnellement plus libres, mais par les paysans danois, qui eux venaient juste d'être libérés des rapports de production bien plus féodaux.

L'introduction de l'économie marchande capitaliste dans l'agriculture paysanne a donc eu comme effet la formation d'organisations horizontales et collectives dans les domaines de la finance, de la commercialisation et de l'agro-industrie. Tout comme le marché du travail urbain a suscité la création de syndicats, le marché de produits agricoles a suscité une action collective sur ce même marché.

Quelle est alors la signification de cette discussion pour les changements récents dans les pays socialistes ? Il est bien sûr important que les problèmes actuels de productivité dans la production agricole à grande échelle semblent confirmer les propositions concernant la spécificité du développement agricole, en faveur de l'exploitation familiale qui n'a pas été dépassée ni dans le capitalisme ni dans le socialisme. La confiance dans l'agriculture familiale est pratiquement totale aujourd'hui. Ceci ne recèle cependant pas de vérité absolue. L'extension et l'échelle sont diverses en fonction des cultures et des procès de production ainsi que de la technologie. La probabilité pour des gains d'échelle est plus petite dans l'agriculture avec ses opérations variées et liées dans le temps, mais il n'y a pas de loi de nature à les interdire.

A un niveau plus spéculatif, quelques réflexions peuvent être ajoutées. Une première est que si le capitalisme n'a pas produit des

rapports de production capitalistes dans l'agriculture, il n'y a aucune raison pour qu'une combinaison d'agriculture familiale et de mécanismes de marché le fasse sous le socialisme. A priori, me semble-t-il, il n'y a pas à s'attendre à des processus extensifs de concentration des terres et de prolétarianisation à la suite des réformes donnant la terre à ceux qui la cultivent dans les pays socialistes. Une autre réflexion est que, dans aucun cas il ne semble y avoir une alternative absolue ayant comme termes l'approche individualiste et l'approche collective dans l'agriculture. Plutôt, pour l'avenir comme dans le passé, la question sera de savoir à quel niveau chaque type de solution trouve son application.

Notes

[*] Institut d'Histoire Economique, Université de Stockholm et Akut Upsala/Stockholm, Suède

[1] La communication est un sommaire des recherches et de discussions avec le Dr ULF Jonsson et le Dr Ronny Pettersson de l'Institut d'Histoire Economique à l'Université de Stockholm dans la période 1978-1990. J'ai utilisé librement des faits et des idées développés en groupe, quoique je sois seule responsable des formulations de ce texte.

[2] Jonsson-Pettersson : Friends or Foes ? Peasants, Capitalists and Markets in West European Agriculture 1950-1939, in Review, Vol XII, n° 4, automne 1989, pp 538-9.

[3] Brown, I : Journal of Asian Studies ; Feeny, D : The political economy of productivity, Vancouver 1982 ; Köll, A M : Colonial policy of land and taxes, rapport de recherche, Université de Stockholm 1988.

[4] Myers-Peattie (eds) Japanese Colonial Empire 1895-1945, Stanford 1986 ; Francks, P : Technology and agricultural development in pre-war Japan, New Haven 1984 ; Jonsson-Köll-Pettersson : What's wrong with a peasant based development strategy ? forth coming in Third World Rural Society in Transition, Routledge 1990.

[5] Annuaire de statistique agricole 1989, Stockholm 1989.

[6] Byres, T : The Agrarian Question, Forms of Capitalist Agrarian Transition and the State ; an essay with reference to Asia, New Delhi 1986, pp. 110-113.

[7] Djurfeldt. G : Classical Discussions of Capital and Peasantry, en Harriss (ed) Rural Development London 1982, pp 154-55 par exemple.

[8] Senghaas, D : The European Experience, Berg 1985, p. 53.

[9] Par exemple la théorie de "croissance balancée", voir Sundrum, RM : Development economics : A framework for analysis and policy, Chichester 1983 ; BoothSundrum : Labour absorption in agriculture, Oxford 1985.

[10] Jonsson-Köll-Pettersson 1990, pp. 19-21.